

CHAIRE

**C.-A. Poissant de recherche
sur la gouvernance
et l'aide au développement**

UQÀM



L'appui de l'État canadien aux activités de compagnies minières dans une société post-conflit

Évolutions de la politique
étrangère canadienne concernant
la transition démocratique au
Guatemala

Etienne Roy Grégoire

Juin 2009

COLLABORATION SPECIALE

www.poissant.uqam.ca

L'appui de l'État canadien aux activités de compagnies minières dans une société post-conflit
Etienne Roy Grégoire

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement ceux de la Chaire C.-A. Poissant de recherche sur la gouvernance et l'aide au développement ou de son comité scientifique.

Introduction¹

L'appui du gouvernement canadien aux activités de compagnies minières canadiennes à l'étranger fait l'objet de préoccupation de la part de nombreuses organisations non gouvernementales (ONG), de chercheurs et de membres du public. Un rapport du Comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce international², qui documentait un certain nombre d'abus, demandait en 2005 au gouvernement libéral de Paul Martin, entre autres choses, de conditionner l'appui aux activités des compagnies minières à l'étranger à l'observance de critères clairement identifiés en termes de respect des droits de la personne³. Des Tables rondes sur la responsabilité sociale et les entreprises extractives canadiennes dans les pays en voie de développement et ont par la suite été instituées par le gouvernement. Un Comité consultatif fut institué, rassemblant des représentants du monde académique, de l'industrie et de la société civile. Dans le cadre des Tables rondes, 156 présentations orales et 104 mémoires ont été soumis, suite à quoi le Comité consultatif a émis un rapport unanime, dont les conclusions allaient dans le même sens que celle du comité permanent⁴.

Le gouvernement du Canada, cependant, semble peu enclin à lier l'appui de l'État au respect des droits de la personne. Dans sa réponse, le gouvernement affirmait que les investissements miniers « [se traduisaient] par un apport de capitaux hautement nécessaires pour les pays en développement » et que les gouvernements hôtes avaient « la responsabilité première [...] de veiller à ce que les entreprises respectent la législation nationale et internationale⁵ ». Aucune institution canadienne, actuellement, n'a le mandat de mener des enquêtes concernant des dénonciations d'abus commis par des entreprises canadiennes à l'étranger. Plus récemment, le gouvernement du Canada a annoncé la création du poste de Conseiller en responsabilité sociale

¹ Certaines données utilisées dans ce texte ont déjà été publiées dans Etienne Roy-Grégoire, « Les élections du 4 novembre 2007 au Guatemala : une transition démocratique en échec ? », *Chronique des Amériques*, Observatoire des Amériques, octobre 2007, [en ligne]: http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/article-oda.php3?id_article=3953&lang=fr.

² Comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce international (FAAE), *Quatorzième rapport : L'exploitation minière dans les pays en développement et la responsabilité sociale des entreprises*, Ottawa, Chambre des communes, 38^e législature 1^{re} session, juin 2005, [en ligne], <http://cmte.parl.gc.ca/cmte/CommitteePublication.aspx?SourceId=178650>, (consulté le 20 avril 2008).

³ « [M]aking Canadian government support – such as export and project financing and services offered by Canadian missions abroad – conditional on companies meeting clearly defined corporate social responsibility and human rights standards, particularly through the mechanism of human rights impact assessments », *ibid.*

⁴ Advisory group of the National Roundtables on Corporate Social Responsibility (CSR) and the Canadian Extractive Industry in Developing Countries, *Advisory group report*, 29 mars 2007.

⁵ Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Gouvernement du Canada, *L'exploitation minière dans les pays en développement et la responsabilité sociale des entreprises - Réponse du gouvernement au Quatorzième rapport du comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce international*, Ottawa, Gouvernement du Canada, octobre 2005 [en ligne], <http://www.parl.gc.ca/committee/CommitteePublication.aspx?COM=8979&Lang=2&SourceID=131219> (page consultée le 20 avril 2008). L'apport positif des investissements miniers pour le développement est contesté par un grand nombre d'observateurs; voir notamment : Suzie Boulanger, *Les responsabilités du gouvernement du Canada dans la gouvernance des ressources minières*, Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique (GRAMA), Montréal, novembre 2006, [en ligne] : http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/CSR_Montreal_Submission_GRAMA.pdf (page consultée le 20 avril 2008).

pour le secteur extractif, lequel ne pourra réaliser d'enquêtes sur ce genre d'allégations qu'avec l'aval explicite de toutes les parties. La création de ce poste est justifiée par le fait que

des disputes non résolues affectent directement les compagnies à cause de retards coûteux de projets, des atteintes à la réputation, des coûts élevés de résolution de conflits, des incertitudes pour les actionnaires et, dans certains cas, la perte des capitaux investis. [...] Il y a un appui important pour la création d'un mécanisme pour permettre de résoudre des disputes portant sur la responsabilité sociale relatives au secteur extractif à l'étranger de manière rapide et transparente⁶.

En tenant compte du débat en cours sur cette question, il importe de se demander quelle est la nature et l'importance de l'appui octroyé par l'État canadien aux entreprises opérant à l'étranger⁷. Pour l'Amérique latine, cet appui n'a pas été documenté et analysé de manière systématique; cependant, des observateurs ont mentionné : l'appui de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) au processus de réforme et de « flexibilisation » des codes miniers en Bolivie⁸, en Colombie⁹, et au Guatemala¹⁰; l'appui critiqué de Exportation et développement Canada (EDC) à des projets miniers à travers le monde¹¹ et le rôle joué par le ministère de Affaires étrangère et du Commerce international¹². Au Pérou, également, l'ACDI finance des

⁶ Gouvernement du Canada, *Building the Canadian Advantage: A Corporate Social Responsibility Strategy for the Canadian International Extractive Sector*, mars 2009, p. 10-11.

⁷ Comme il l'affirme lui-même, « [le] gouvernement encourage les entreprises canadiennes à investir à l'étranger et leur apporte son soutien dans ce domaine. Ces investissements, y compris ceux dans le secteur minier, procurent de nombreux avantages pour le Canada ». Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Gouvernement du Canada, *op. cit.*

⁸ Dawn Paley « Minerals, Gas and Spin-offs CIDA's resource regulation projects in Bolivia », *The Dominion*, 24 octobre 2006, [en ligne] : http://www.dominionpaper.ca/foreign_policy/2006/10/24/minerals_g.html (page consultée le 19 avril 2008). Sur l'appui de Exportation et développement Canada (EDC) à des projets miniers dans le monde, voir Karyn Keenan, *Export Credit Agencies and the International Law of Human Rights*, Halifax Initiative Coalition, janvier 2008, p. 6, [en ligne] : http://www.halifaxinitiative.org/updir/ECAs_and_HR_law.pdf (page consultée le 19 avril 2008).

⁹ Chris Arsenault, « Digging Up Canadian Dirt in Colombia », *The Dominion*, 27 novembre 2006, disponible [en ligne] : http://www.dominionpaper.ca/accounts/2006/11/27/digging_up.html (page consultée le 19 avril 2008).

¹⁰ Sandra Cuffe, « A Backwards, Upside-Down Kind of Development », *Global Actors, Mining and Community-Based Resistance in Honduras and Guatemala*, Rights Action, février 2005, disponible [en ligne] : <http://www.rightsaction.org/Reports/Cuffe%20mining%20report%202005-03.htm> (page consultée le 19 avril 2008).

¹¹ « Export Development Canada provided more support in 2006 for extractive companies than any other commercial sector (Over CDN\$15 billion) », Karyn Keenan, *Export Credit Agencies and the International Law of Human Rights*, Halifax Initiative Coalition, janvier 2008, p. 6, [en ligne] : http://www.halifaxinitiative.org/updir/ECAs_and_HR_law.pdf (page consultée le 19 avril 2008). On trouvera des exemples de projets controversés financés par EDC dans NGO Working Group on the Export Development Corporation of the Halifax Initiative Coalition, *Reckless Lending vol. I & II: How Canada's Export Development Corporation Puts People and the Environment at Risk*, Halifax Initiative, 2000, 22 p., [en ligne] : http://www.halifaxinitiative.org/updir/Reckless_Lending_I.pdf et http://www.halifaxinitiative.org/updir/ECAs_and_HR_law.pdf (pages consultées le 19 avril 2008).

¹² « In a speech to the Club Minero (Mining Club) Luncheon in Argentina in 2000, then International Trade Minister Pierre Pettigrew declared that Canada was "keen to continue working in close relationship with the mining authorities of Latin American countries," demonstrated by official Canadian agencies' aid to Argentina in the implementation of its "mining development objectives" and by the regional Geomatics office established in the Canadian Embassy in Argentina in 1998 by then Minister of Natural Resources Ralph Goodale. » Cité dans : Sandra Cuffe, *op. cit.*

projets de développement des capacités minières (*mining capacity building*)¹³. Ce texte s'interroge sur une dimension particulière de cet appui, dans un contexte précis: celui de la transition démocratique guatémaltèque.

Au Guatemala, la hausse des prix des métaux, notamment celui de l'or (qui a connu une augmentation d'approximativement 150 % entre 2004 et 2008, pour atteindre les 1000 dollars américains l'once troy) s'est accompagnée d'une explosion du nombre de concessions d'exploration et d'exploitation minière. De 2005 à 2007, leur nombre est passé de 111 à 370, avec 300 autres en voie d'approbation¹⁴. La majorité des compagnies propriétaires de ces concessions sont canadiennes, avec une importante participation de capital américain¹⁵. Cette explosion de l'activité minière s'est accompagnée de nombreux incidents et s'est convertie en l'un des principaux points de friction et de conflit entre l'État et des communautés autochtones, principale affectée par les projets miniers. En janvier 2005, par exemple, un imposant contingent de policiers et de militaires est intervenu pour déloger des manifestants qui bloquaient le passage d'une pièce d'équipement destinée à une mine canadienne, causant la mort de l'un d'eux, Raúl Castro Bócel¹⁶.

S'agissant d'un État engagé dans un processus fragile de transition démocratique et aux prises avec une grave crise de légitimité, cet événement revêtait une dimension symbolique importante : c'était la première fois, depuis la signature des Accords de paix en 1996, que l'armée était impliquée dans ce genre d'opération. Le Président du Guatemala, Óscar Berger, la justifiait en ces termes : « Il fallait protéger les investisseurs¹⁷ ».

Ce texte examine donc la position assumée par le Canada dans une série de controverses entourant les investissements miniers dans ce pays d'Amérique centrale. Ce faisant, il cherche à cerner un changement significatif qui serait intervenu dans la politique étrangère canadienne au Guatemala vers 2004. Il est divisé en trois sections : nous commencerons par une brève description des enjeux de la transition démocratique au Guatemala; nous nous attarderons ensuite à analyser la position assumée par le Canada dans ce processus. La troisième section s'attardera plus particulièrement aux années 2004 à 2007, années durant lesquelles l'activité minière s'est hissée à l'avant-plan de l'actualité guatémaltèque.

En guise de conclusion, nous suggérons que si le Canada s'est posé en champion du processus de transition démocratique en Amérique centrale depuis 1983, il conviendra éventuellement de s'interroger sur l'impact de la conflictivité entourant les projets miniers sur ce même processus.

¹³ Agence canadienne de développement international, « CIDA's Food Aid Program in Peru », Site Internet de l'ACDI, 2006, [en ligne] : <http://www.acdi-cida.gc.ca/CIDAWEB/acdicida.nsf/En/REN-218132633-PNA> (page consultée le 19 avril 2008).

¹⁴ Crosby Girón, « Oficializan política minera y energética », *Inforpress Centroamericana*, édition 1727, Guatemala, 26 octobre 2007.

¹⁵ Luis Solano, *Guatemala: petróleo y minería en las entrañas del poder*, Inforpress Centroamericana, Guatemala, 2005, p. 138.

¹⁶ « Enfrentamiento en Sololá », in *El Periódico*, Guatemala, 10 janvier 2005.

¹⁷ « One Dead in Guatemala Clash », CNN, 11 janvier, 2005, cité dans Sandra Cuffe, *op.cit.*

Transition démocratique : rôle de la communauté internationale

Le Guatemala présente actuellement une situation politique rendue très difficile par l'héritage non résolu du conflit armé qui l'a frappé pendant 36 ans (1960 – 1996). Selon la Commission d'éclaircissement historique (CEH) des Nations Unies, 200 000 personnes ont perdu la vie durant ce conflit, incluant 40 000 à 50 000 victimes de disparitions forcées; 93% des violations aux droits de la personne auraient été commises par les forces militaires ou paramilitaires. 626 massacres attribués à l'État ont été recensés par la CEH. La répression aurait provoqué le déplacement d'entre 500 000 et 1 000 000 de personnes. En outre, la CEH a conclu que des agents de l'État avaient commis des actes de génocide contre la population maya durant les années 1981 et 1983¹⁸. Certaines études considèrent ces actes de « violence de masse » comme une modalité, spécifique au contexte historique, de la relation entre l'État guatémaltèque et sa majorité autochtone. Cette relation foncièrement violente serait fondée sur la nécessité pour l'élite d'exercer, à travers l'État, un contrôle sur les peuples autochtones¹⁹. Le général Héctor Gramajo Morales, un militaire influent au Guatemala dans les années 1980 et 1990, ne disait pas autre chose lorsqu'il affirmait : « Quand on y pense, c'est en 1982 et 1983 que s'est consolidé le processus de *Conquête nationale* initié par les Espagnols dans les années 1520²⁰ ».

Certains n'hésitent pas, en rétrospective, à voir à l'oeuvre, sous le couvert de la transition démocratique, de nouvelles modalités du processus dont parle le général Gramajo Morales²¹. Quoiqu'il en soit, contrairement aux dynamiques ayant mené à la signature d'accords de paix entre le gouvernement et la guérilla salvadorienne, la transition démocratique guatémaltèque n'est pas le résultat d'un équilibre de force militaire entre l'armée guatémaltèque et l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG). Selon Arévalo de León, la transition démocratique a ses origines dans « la crise de l'État contre insurrectionnel du début des années 80, durant laquelle l'usure du pouvoir, les menaces militaires de la guérilla et la pression internationale sur les violations aux droits de l'homme ont conduit l'armée à convoquer une Assemblée constituante en 1984²² ». Schirmer démontre quant à elle que l'armée avait dessiné, dès le coup d'État de 1982²³, une réponse à cette crise qui contemplait le retour à un gouvernement civil en 1986²⁴. Suite à l'exécution de la première partie de ce plan, (une campagne de terre brûlée ayant fait plusieurs dizaines de milliers de morts en quelques mois),

¹⁸ Comisión para el Esclarecimiento Histórico (CEH), *Memoria del Silencio*, [document sur CD-ROM]. United Nations Operations Systems (UNOPS), Guatemala, 1999, 12 tomes.

¹⁹ Marc Drouin, *To the last Seed: Atrocity Crimes and the Genocidal Continuum in Guatemala, 1978-1984*, mémoire de maîtrise, Université Concordia, Montréal, 2006, 312 p.

²⁰ Cité dans Bernardo Arévalo de León, *Sobre Arenas Movedizas, Sociedad, Estado y Ejército en Guatemala, 1997*, FLACSO, 1998, p. 22. Notre traduction et nos italiques.

²¹ Voir notamment : Matthew Creelman, « Obstáculos a les reformas socioeconómicas: los rasgos de una crisis funcional », *Inforpress Centroamericana*, édition 1614, 1er juillet 2005.

²² Bernardo Arévalo de León, *Sobre Arenas Movedizas, Sociedad, Estado y Ejército en Guatemala, 1997*, FLACSO, 1998, p. 39 (notre traduction). Voir aussi *La Democracia de las Armas*, Centro de Estudios de Guatemala, Guatemala, 1994, p. 20.

²³ Ce coup d'État, réalisé le 23 mars 1982, a remplacé le général Romeo Lucas García par un triumvirat dirigé par le général Efraín Ríos Montt.

²⁴ Jennifer Schirmer, *Intimidaciones del Proyecto Político de los Militares en Guatemala*, Facultad Latinoamericana de ciencias sociales (FLACSO), Guatemala, 2001 (1ère édition 1999), p. 53.

« vers la fin de l'année 1982 la guérilla avait perdu une grande partie de son initiative militaire²⁵ ».

C'est donc en position de force que l'armée a organisé le retour d'un gouvernement civil. Selon Schirmer,

l'armée a modelé un État constitutionnel contre insurrectionnel unique dans lequel la violence d'État est réincarnée en une démocratie [...] Contrairement à la supposition selon laquelle le retour à un gouvernement civil implique un retour de l'armée à ses baraquas, ce co-gouvernement né de la lutte contre insurrectionnelle, en plus d'assurer le pouvoir et l'autonomie de l'armée, les institutionnalise²⁶.

Cependant, l'armée n'était pas en mesure d'assurer seule la stabilité de ce nouvel État contre insurrectionnel. Selon Rachel McCleary, cette transition démocratique fût consolidée en 1993 lorsque l'armée et l'oligarchie²⁷ en arrivèrent à un « pacte d'élites » pour contrecarrer la tentative d'auto coup (*autogolpe*) du président Serrano Elías²⁸.

Il va sans dire que malgré un processus piloté en grande partie par et pour les élites militaires et économiques, la démocratie formelle impliquait une certaine ouverture des espaces politiques pour la société civile, notamment les mouvements autochtones et paysans, ainsi que les organisations de victimes du conflit armé. Cette société civile a maintenu une relation antagonique avec l'État jusqu'à aujourd'hui²⁹. À travers différents processus et revendications, elle questionne constamment le contrôle des militaires et de l'oligarchie sur l'État, revendique un véritable État de droit³⁰ et une véritable démocratie. Comme le rappelle Santiago Bastos,

malgré que cela n'[avait] pas été prévu, l'apparence d'un régime démocratique impliquait la lente ouverture d'espaces politiques, inexistantes durant les étapes les plus dures de la contre insurrection. Les gouvernements civils [avaient] besoin de légitimité interne et externe – y compris pour se prémunir du harcèlement des

²⁵ Comisión para el Esclarecimiento Histórico (CEH), *op. cit.*, chapitre I, p. 198. Notre traduction.

²⁶ Jennifer Schirmer, *op. cit.*, p. 419. Notre traduction.

²⁷ La notion d'oligarchie renvoie, au Guatemala, à la conformation d'une élite économique et politique basée sur des réseaux familiaux très restreints et exclusifs, dont l'appartenance est définie en des termes racistes (Voir Marta Elena Casaús Arzú, *Guatemala, Linaje y Racismo*, F&G Editores, Costa Rica, 2007, 342 p.).

²⁸ Rachel McCleary, *Imponiendo la democracia: las elites guatemaltecas y el fin del conflicto armado*, Artemis Edinter, Guatemala, 2003 (1^{re} édition 1999), p. 330.

²⁹ Du 12 au 15 avril 2008, par exemple, des milliers de paysans ont marché plus de 120 km pour célébrer le trentième anniversaire du Comité d'unité paysanne (CUC). Leur discours sous-entend une remise en question profonde de la légitimité de l'État : « Durant les années 70, 80, et 90, ils ont qualifié de communistes et de terroristes ceux qui luttions. Maintenant, ceux qui défendent la *Madre Tierra* sont qualifiés de terroristes. Ce n'est pas seulement un jeu sur les mots, c'est l'utilisation de la militarisation et de la criminalisation du mouvement paysans et autochtone pour que les intérêts des compagnies puissent se concrétiser dans [nos] territoires. » Daniel Pascual, dirigeant du CUC, entrevue réalisée par Jaime Rodríguez, Guatemala, 15 avril 2008. Jaime Rodríguez, « Gran Marcha Campesina: 30 años del CUC », Guatemala, 21 avril 2008 [en ligne]: <http://mimundo-jamesrodriguez-esp.blogspot.com/search/label/Marcha%20Campesina> (page consultée le 22 avril 2008). Notre traduction.

³⁰ La lutte contre l'impunité pour les crimes commis par l'armée durant le conflit constitue l'un des noeuds de cet antagonisme. Entre 1992 et 2004, 566 exhumations de cimetières clandestins ont été réalisées à l'initiative des survivants du génocide et une dizaine de cas pénaux ont été promus devant le système de justice guatémaltèque, le système interaméricain et la justice espagnole. Jusqu'à maintenant, avec la complicité du Ministère Public et des cours de justice, aucun militaire n'a été condamné pour un crime commis durant le conflit armé. Voir Coordinación del Acompañamiento Internacional en Guatemala (CAIG), *Acompañamiento a Defensoras y Defensores de Derechos Humanos que Luchan contra la Impunidad en Guatemala*, CAIG, Guatemala, mai 2006, 12 p., [en ligne]: http://www.paqg.org/IMG/pdf/Informe_CAIG1.pdf (consulté le 20 avril 2008).

militaires -, et ils [ont dû] pour cela intégrer les discours de la démocratie et des droits de la personne comme leur étant propres³¹.

En faisant disparaître 45 000 personnes, l'armée avait littéralement éliminé une génération d'opposants politiques; le génocide dirigé envers les peuples autochtones avait détruit le tissu social³² et la capacité d'organisation des communautés mayas. Dans ces conditions, la société civile n'était pas en mesure de construire un véritable rapport de force avec les élites ; cependant, comme élément nécessaire de légitimation, elle jouait un rôle central dans le discours et l'intervention de la communauté internationale qui, elle, était en mesure d'exercer une pression significative sur l'État et d'avoir un impact certain dans le processus de transition démocratique.

Un élément central de l'intervention de la communauté internationale fut la négociation et la signature des Accords de paix ferme et durable entre le gouvernement guatémaltèque et l'URNG. Ce processus, enclenché en 1983 par le Mexique, le Venezuela, le Panama et la Colombie (ces pays conformant ce qui sera ensuite dénommé le groupe de Contadora), visait à l'origine l'ensemble de l'Amérique centrale, cherchait à stabiliser la région et incluait « la fin de toute intervention extérieure dans les conflits internes de la région », une disposition qui visait aussi bien le camp soviétique que les États-Unis³³. Ceux-ci, dès le départ, ont entravé le processus, voyant d'un mauvais œil la légitimation implicite du régime sandiniste qui résulterait de la concrétisation d'accords régionaux de ce genre. En outre, la guerre au Salvador faisait toujours rage, et les États-Unis doutaient de la victoire de l'armée sur la Front Farabundo Martí de libération nationale si l'assistance américaine devait être rendue plus difficile³⁴.

En 1987, cependant, après l'éclatement du scandale Iran-Contra, la position américaine devint plus flexible³⁵. En 1989, la Mission d'observation des Nations Unies en Amérique centrale (ONUCA) fut créée; en 1990, les Sandinistes perdirent les élections et remirent le pouvoir au parti d'opposition, et les États-Unis n'ont plus vu le processus de paix en Amérique centrale comme une menace directe à leurs intérêts dans la région³⁶. En 1994, à la suite d'un accord préliminaire signé entre l'URNG et le gouvernement, la Mission des Nations Unies pour la vérification des Accords de paix au Guatemala (MINUGUA) s'est déployée, pour demeurer sur le terrain jusqu'en 2004, son mandat ayant été renouvelé à plusieurs reprises³⁷.

³¹ Santiago Bastos, « Prólogo : Los Actores Sociales en una Década Olvidada » dans Roddy Brett, *Movimiento social, etnicidad y movimiento social en Guatemala, 1985 - 1996*, F&G Editores, 2006, p. xxii. Notre traduction.

³² L'une des tactiques utilisées à cet effet fut l'obligation pour les autochtones de participer aux Patrouilles d'autodéfense civiles (PAC) et de participer au génocide; pour les officiers guatémaltèques, l'objectif était de convertir une guerre entre l'armée et la guérilla en une guerre civile entre autochtones; ou, comme le disait un officier : « *indios matando indios* ». Jennifer Schirmer, *op-cit*, p. 147. Selon Schirmer, autour d'un million de personnes ont été enrôlées de force dans les PAC.

³³ Jonathan Lemco, *Canada and the Crisis in Central America*, Praeger / Greenwood, New York, 1991, p. 98.

³⁴ *Ibid.*, p. 100-104.

³⁵ *Ibid.*, p. 111.

³⁶ *Ibid.*, p. 118.

³⁷ Kofi Annan, *The situation in Central America: progress in fashioning a region of peace, freedom, democracy and development : United Nations Verification Mission in Guatemala, Report of the Secretary-General, A/59/746*, Nations Unies, New York, 18 mars 2005.

C'est dans ce contexte que furent signés les Accords de paix ferme et durable en 1996 au Guatemala. Ceux-ci incluaient un grand nombre d'engagements pour l'État, censés redresser les causes structurelles du conflit armé³⁸. Les négociations entourant l'application des Accords de paix se sont rapidement déplacées de l'opposition guérilla – gouvernement pour se centrer principalement autour de la relation entre l'État guatémaltèque et la communauté internationale, avec en filigrane le conflit entre la société civile (qui adopta les Accords de paix comme partie intégrante de ses revendications) et les élites. En fait, selon MINUGUA,

l'application des Accords de paix [a] été une tâche difficile, pleine d'obstacles et de retards, qui [s'est] heurtée à la résistance de groupes puissants qui se sont sentis menacés par le changement. Des gouvernements successifs se sont engagés à les appliquer, pour ensuite faire preuve d'une volonté politique vacillante [...] À plusieurs reprises, il est d'ailleurs apparu que ceux-ci étaient plus sensibles aux pressions de la communauté internationale qu'aux besoins de leur population³⁹.

Suivant la réflexion de Bastos, cité précédemment, dans la mesure où la relation entre la communauté internationale et l'État guatémaltèque était marquée par un certain antagonisme articulé autour de la situation des droits de la personne et de l'application des Accords de paix, l'espace politique de la société civile s'en trouvait augmenté. Sous la présidence de Álvaro Arzú (1995-1999), certains événements ont contribué à ce que la relation entre le gouvernement et la communauté internationale se maintienne ainsi, par exemple l'assassinat de Mgr. Gerardi en 1998 par l'armée⁴⁰, suite à la publication du Rapport interdiocésain de récupération de la mémoire historique (REMHI)⁴¹, l'échec de réformes constitutionnelles prévues par les Accords de paix⁴² et la publication du Rapport de la Commission pour l'éclaircissement historique (CEH)⁴³ en 1999, que le gouvernement Arzú a qualifié de « biaisée ».

En 2000, le Front républicain guatémaltèque (FRG) a pris le pouvoir, portant Alfonso Portillo à la présidence tout en plaçant le pays sous la direction effective du général Efraín Ríos Montt, secrétaire général du FRG⁴⁴. En conflit avec l'oligarchie, le FRG a maintenu sa stabilité grâce à

³⁸ Comme le soulignaient des ONG européennes et guatémaltèques en 2007, l'application des Accords de paix à été minime : certains aspects superficiels ont été appliqués, mais les racines du conflit (distribution inégale de la terre, exclusion des peuples autochtones, maintien des privilèges d'une minorité, impunité) sont restées immuables. *Conclusiones de la conferencia internacional : A diez años de los Acuerdos de Paz en Guatemala : Balance y perspectivas de la Cooperación Internacional*, Bruxelles, 2 et 3 mai 2007 [en ligne]: http://www.gruposur.eu.org/IMG/doc/Guatemala_doc-2.doc (page consultée le 22 avril 2008).

³⁹ Kofi Annan, *The situation in Central America : progress in fashioning a region of peace, freedom, democracy and development : United Nations Verification Mission in Guatemala, Report of the Secretary-General*, A/59/307, Nations Unies, New York, 30 août 2004, p. 5. Notre traduction et nos italiques.

⁴⁰ « The 1998 assassination of Roman Catholic Bishop Juan Gerardi, only days after he published a report on wartime atrocities, raised fears of a return to the repression of the past and handed MINUGUA one of the most sensitive human rights cases the Mission would ever verify », Kofi Annan, *op. cit.*, (A/59/746), p. 4. Un jugement de la cour ordonnant d'enquêter sur la responsabilité d'Álvaro Arzú dans ce crime reste toujours sans effet. « Caso Gerardi: autores intelectuales en la mira » *Inforpress Centroamericana*, édition 1701, 27 avril 2007.

⁴¹ Le REMHI documentait les atrocités commises par l'armée durant le conflit armé, ainsi que la responsabilité de l'oligarchie.

⁴² « In 1999, opponents of the peace accords orchestrated a successful public campaign to defeat a referendum to enshrine key aspects of the peace accords in the Guatemalan Constitution », Kofi Annan, *op. cit.*, (A/59/746), p. 4.

⁴³ Comisión del Esclarecimiento Histórico, *op. cit.*

⁴⁴ Le général Ríos Montt est impliqué dans deux cas pénaux pour génocide, en Espagne et au Guatemala. En outre, en 2004 la Cour interaméricaine des droits de l'homme a reconnu l'État guatémaltèque responsable du massacre de

sa capacité à articuler les différentes mafias liées à des militaires⁴⁵ et à maintenir sur la défensive ses opposants (notamment les groupes de défense des droits de la personne) par le biais d'attaques constantes.

La communauté internationale durcit sa posture face au gouvernement du FRG. Les attaques contre les défenseurs des droits de la personne motivèrent la visite de Hina Jilani, Rapporteuse des Nations Unies, en 2001. Son rapport indiquait « une détérioration de la situation des droits de l'homme [...], une augmentation des attaques contre défenseurs des droits de l'homme durant les deux dernières années et un affaiblissement de l'engagement du gouvernement [relativement aux Accords de paix]⁴⁶ ».

En décembre 2002, l'Union européenne disait considérer une suspension de l'aide au développement après que le Parlement européen eût adopté une résolution mentionnant « l'escalade d'intimidations subies par les défenseurs des droits de la personne⁴⁷ ».

Le 31 janvier 2003, le département d'État américain retirait le Guatemala de la liste des pays reconnus comme « alliés dans la lutte au trafic de la drogue ». Plus de dix hauts fonctionnaires, ministres et militaires proches du président se sont vus retirer leur visa américain en vertu d'une clause s'appliquant aux personnes soupçonnées de trafic de drogues ou de corruption⁴⁸. Par la suite, le Groupe consultatif (une réunion annuelle des bailleurs de fonds tenue à l'instigation de la Banque interaméricaine de développement - BID) s'est dit désillusionné du manque de progrès dans l'application des Accords, l'ambassadeur de la Norvège ayant déclaré que « l'impunité [continuait] d'être la norme plutôt que l'exception » au Guatemala⁴⁹. Le 18 septembre 2003, MINUGUA constatait que « l'insécurité, la corruption, l'impunité, l'ingérence de l'armée et la discrimination contre les autochtones [éclipsait] les faibles progrès réalisés en ce qui concerne l'application des Accords de paix⁵⁰ ».

Devant la possibilité que le général Ríos Montt remporte les élections⁵¹, à la fin de l'année 2003, un porte-parole du département d'État américain, Richard Boucher, exprimait clairement le

la communauté de Plan de Sánchez, réalisé le 18 juillet 1982, alors que Ríos Montt était président, et durant laquelle 268 personnes sont mortes. Il a été élu de nouveau au Congrès le 9 septembre 2007.

⁴⁵ Susan C. Peacock et Adriana Beltrán, *Hidden powers in post-conflict Guatemala*, Washington Office on Latin America, Washington 2003, 97 p.

⁴⁶ Hina Jilani, *Promoción y Protección de los Derechos Humanos, Defensores de los Derechos Humanos, Informe presentado por la Sra. Hina Jilani, Representante Especial del Secretario General sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, en virtud de la resolución 2000/61 de la Comisión de Derechos Humanos, Adición: Misión a Guatemala*, E/CN.4/2003/104/Add.2, Genève, 6 décembre 2002, p 3.

⁴⁷ Susan C. Peacock et Adriana Beltrán, *op. cit.*, p. 62.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 63.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 68.

⁵⁰ Kofi Annan, *Octavo Informe del Secretario General de las Naciones Unidas sobre la Verificación de los Acuerdos de Paz de Guatemala*, A/58/267, New York, 10 novembre 2003.

⁵¹ La Cour constitutionnelle (CC) a autorisé la candidature de Ríos Montt après que le Tribunal suprême électoral et la Cour suprême de justice l'aient refusé à cause de sa participation au coup d'État de 1983. La CC est alors constituée de juges qui lui sont fidèles, comme Francisco Palomo, son avocat personnel, Guillermo Ruiz Wong, ami d'enfance et ancien ministre de l'Intérieur du FRG, Cipriano Soto, connu pour son obstruction dans le cas de l'assassinat de Myrna Mack par l'armée, et Manuel de Jesús Flores, nommé par le président Portillo (« Corte de Constitucionalidad ordena inscripción de Ríos Montt », *Inforpress Centroamericana*, édition 1520, 18 juillet 2003).

sentiment et l'inquiétude de la communauté internationale en prévenant : « nous aimerions avoir une relation normale et amicale avec le prochain gouvernement, quel qu'il soit. De manière réaliste, vu le passé de M. Ríos Montt, il serait difficile d'avoir le genre de relation que nous préférons⁵² ».

Il semble donc clair que la communauté internationale voulait, en 2003, éviter que le fragile processus de transition démocratique ne se transforme en échec définitif. Avant de considérer la suite des événements, cependant, tâchons de cerner la position du Canada dans ce processus.

Le rôle du Canada dans le processus de transition démocratique

Il existe peu d'ouvrages de synthèse récents sur le rôle du Canada dans la transition démocratique en Amérique centrale, et au Guatemala en particulier. Cette section se base principalement sur les travaux de Jonathan Lemco⁵³, Peter McFarlane⁵⁴ et l'ouvrage édité par Liisa North⁵⁵. Plutôt que d'en faire l'histoire, nous tenterons de faire ressortir les forces, intérêts et tensions à l'œuvre dans les relations entre le Canada et l'Amérique centrale.

Selon Lemco, l'intervention canadienne en Amérique centrale dans les années 1980 répondait aux intérêts suivants : assurer la stabilité politique de la région, garantir l'accès au canal de Panama et s'assurer de la capacité de ces pays de rembourser leurs dettes (même si les montants étaient, somme toute, minimes) – essentiellement les mêmes intérêts, dit-il, que ceux des États-Unis⁵⁶. En outre, à la fin de années 1970 et au début des années 1980, même si la région occupait une place marginale dans les relations commerciales canadiennes⁵⁷, certains investissements ont reçu un appui de l'État canadien. Par exemple, en 1982 et 1983, des membres de l'ambassade canadienne ont discuté de la vente d'hélicoptères de la compagnie Havilland (une compagnie de la Couronne) avec l'armée de l'Air guatémaltèque, et EDC a prêté 7.5 millions de dollars au régime guatémaltèque pour l'achat de locomotives à Bombardier⁵⁸. Auparavant, c'est la mine EXMIBAL, une opération conjointe de la *International Nickel Company* (INCO), des régimes du colonel Carlos Manuel Arana Osorio (1970-1974) et du général Kjell Laugerud García (qui en détenaient 30 %), qui avait reçu l'appui de EDC à la hauteur de 17.5 millions⁵⁹. L'aide au

« The decision of the Constitutional Court to permit Ríos Montt's candidacy — and mob violence by the former general's supporters in July 2003 — raised fears that the elections would be subverted by fraud and intimidation », Kofi Annan, (A/59/307) *op. cit.*

⁵² « U.S. Department of State Daily Press Briefing: Presidential Electoral Process », 27 mai 2003, [en ligne] : <http://guatemala.usembassy.gov/ambspe20030724a.html> (consulté le 24 octobre 2007). Notre traduction.

⁵³ Jonathan Lemco, *Canada and the Crisis in Central America*, Praeger / Greenwood, New York, 1991, 208 p.

⁵⁴ Peter McFarlane, *Northern shadows : Canadians and Central America*, Between the Lines, Toronto, 1989, 245 p.

⁵⁵ Liisa North et CAPA, (dir.), *Between war and peace in Central America : choices for Canada*, Between the Lines, Toronto, 1990, 287 p. Cet ouvrage présente la position d'ONG canadiennes sur la situation en Amérique centrale en 1990.

⁵⁶ Jonathan Lemco, *op. cit.*, p. 23.

⁵⁷ « Trade with CA today [1989] accounts for less than 2 % [251 million importations, 116 millions exportations] of Canada's worldwide trade [...] and 1 % [255 millions] of all IDE », *ibid.*, p. 55.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 4. Bombardier a vendu pour 13 millions de dollars de locomotives au Guatemala en 1982 (*ibid.*, p. 59).

⁵⁹ Marc Drouin et al. Panzós, *30 ans plus tard: l'histoire d'un village guatémaltèque et d'une entreprise minière canadienne*, Projet Accompagnement Québec-Guatemala, Montréal, 2005, p. 5-7.

développement dans la région, résume Lemco, « servait à promouvoir la vente d'équipement militaire et des motifs politiques⁶⁰ ».

D'autre part, dit-il, plusieurs objectifs de politique étrangère dans cette région étaient motivés par des intérêts domestiques, notamment la nécessité de démontrer un degré d'indépendance face aux États-Unis en terme de politique étrangère et de défendre le statut de « helpful fixer » que le Canada revendiquait⁶¹. En ce sens, la définition de la politique étrangère était très sensible au degré d'attention de l'opinion publique sur les problèmes de la région et de la place que la crise occupait dans l'agenda politique. Cette pression était d'autant plus forte que l'intervention américaine en Amérique centrale se montrait facilement condamnable. C'est effectivement en Amérique centrale que, pour reprendre les paroles de Greg Grandin, « la coalition faite de néo-conservateurs, évangélistes chrétiens, promoteurs du libre marché et nationalistes qui supporte aujourd'hui la politique étrangère expansive de George [W.] Bush s'est unie pour la première fois⁶² ».

En effet, au début des années 1980, l'Amérique centrale a occupé plus de place dans l'agenda politique canadienne qu'elle n'en avait occupé précédemment et qu'elle n'en occupera jamais par la suite. Selon McFarlane, en mars 1980, à la veille d'une visite officielle de Ronald Reagan, les partis d'opposition ont fait de la politique du gouvernement Trudeau face à la guerre au Salvador un des principaux sujets à l'ordre du jour et l'objet de la majeure partie de leurs critiques sur la politique étrangère du gouvernement⁶³. L'opinion publique a également réclamé une position ferme du gouvernement canadien sur les violations aux droits de la personne au Guatemala lorsque des projets de l'ACDI et des missionnaires canadiens ont été touchés par la répression. Durant l'été 1981, notamment, lorsque Raoul Léger, un missionnaire du Nouveau-Brunswick, a été assassiné par l'armée guatémaltèque, la presse canadienne, Amnistie internationale, le Latin America Working Group, les églises et plusieurs ONG exercèrent une pression sentie sur le gouvernement en ce sens⁶⁴.

Paradoxalement, comme le rappelle Lemco, la priorité canadienne en matière de relations internationales restait de maintenir de bonnes relations avec les États-Unis. En ce sens, la radicalisation de la position américaine en Amérique centrale au début de l'administration Reagan semble avoir réduit la marge de manœuvre du gouvernement canadien et avoir rendu beaucoup plus difficile l'élaboration d'une position propre. Comme le relève McFarlane, si le gouvernement canadien n'avait pas hésité à critiquer la situation des droits de la personne au Guatemala lorsqu'un ressortissant canadien avait été assassiné en 1980, la réponse de l'ambassade à l'assassinat de Léger s'est faite plus prudente : « la dernière chose que nous voulons, c'est de nous impliquer dans leurs problèmes politiques internes. Ils en ont déjà assez sur les bras⁶⁵ ».

⁶⁰ Jonathan Lemco, *op. cit.*, p. 4. Notre traduction.

⁶¹ *Ibid.*, p. 8-9.

⁶² Greg Grandin, *The Empire's Workshop, Latin America, the United States and the Rise of New Imperialism*, Owl Books, New York, 2007, p. 5. Notre traduction.

⁶³ Peter McFarlane, *op. cit.*, p. 175-176.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 181-183.

⁶⁵ Cité dans McFarlane, *op.cit.*, p. 183.

La conjoncture a basculé lorsque, dans le contexte de la publication du rôle majeur joué par le gouvernement américain dans l'organisation des Contras en 1982 et 1983, le secrétaire d'État Alexander Haig est remplacé par George Schultz, qui relâche la pression sur Ottawa⁶⁶. Au Canada, parallèlement, le Sous-comité spécial du Parlement sur les relations du Canada avec l'Amérique centrale a remis en 1982 un rapport qui a marqué un changement important. Le sous-comité, qui avait visité la région et tenu des audiences publiques au Canada, répudiait la politique « d'acquiescence silencieuse » du ministre des Affaires étrangères, Mark MacGuigan, à l'intervention américaine. Le sous-comité, par ailleurs, notait l'appui important du public canadien à la poursuite d'une politique « indépendante » en Amérique centrale. MacGuigan fut remplacé par Alan McEachen au ministère des Affaires étrangères⁶⁷.

En 1983, quand le groupe de Contadora a enclenché le processus de négociation de paix dans la région, le Canada a immédiatement offert son assistance politique et financière malgré la tiédeur manifeste de Washington⁶⁸. Par la suite, le Canada a montré son intérêt à plusieurs reprises pour intégrer une force de maintien de la paix dans la région⁶⁹.

En 1988, le Comité spécial du Parlement sur le processus de paix en Amérique centrale émettait un autre rapport après avoir tenu des audiences pendant lesquelles une large coalition d'organisations avait demandé que l'intervention canadienne soit orientée, entre autres, vers

- [...] la fortification (*empowerment*) des secteurs exclus de la population, particulièrement les autochtones et les femmes, pour *faciliter leur participation dans les processus politiques*;
- [...] la démilitarisation et la démocratisation de la région *en appuyant les organisations sociales de base pour contrebalancer le pouvoir des élites civiles et militaires*;
- [...] l'application des Accords d'Esquipulas II [de négociation de paix dans la région] en rendant l'aide au développement conditionnelle au respect de ses clauses⁷⁰.

En somme, la politique canadienne en Amérique centrale était devenue utile pour démontrer une « divergence » d'avec la politique étrangère américaine⁷¹, et l'appui à la société civile dans son rapport de force avec les élites locales devenait central à la légitimation de l'intervention canadienne. Dans le cas du Guatemala, comme nous l'avons vu, ce rôle octroyé à la société civile contribuait aussi à lui ouvrir de véritables espaces politiques dans une transition démocratique pilotée par les élites mais en manque de légitimité extérieure.

2004-2008 : De nouveaux rôles pour la communauté internationale... et la société civile?

Il va sans dire que cette position du gouvernement canadien correspondait à une conjoncture particulière des facteurs énoncés dans la section précédente : une opinion publique attentive au Canada et une certaine marge de manœuvre octroyée par les États-Unis, marge de manœuvre qui

⁶⁶ *Ibid.*, p. 187.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 186.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 191.

⁶⁹ Voir Jonathan Lemco, *op. cit.*, p. 123-142.

⁷⁰ Liisa North et CAPA, (dir.), *op. cit.*, p. 94. Notre traduction et nos italiques.

⁷¹ Notamment, comme le suggère Lemco, pour répondre aux critiques des « canadiens nationalistes » qui percevaient l'Accord de Libre-échange avec les États-Unis comme une perte de souveraineté. Jonathan Lemco, *op. cit.*, p. 14.

s'est accentuée à mesure que l'importance de l'Amérique centrale dans la politique étrangère américaine diminuait.

Cela ne signifie pas pour autant que les intérêts économiques et stratégiques sous-jacents aient disparu. En effet, en 1983, le même mois que le Canada co-sponsorisait une résolution des Nations Unies condamnant les violations aux droits de la personne commises par le régime guatémaltèque (marquant ainsi le rôle proactif qu'il entendait jouer dans le processus de paix dans la région), une vente d'hélicoptères militaires était négociée avec le même régime par le personnel de l'ambassade au Guatemala⁷².

Les années 1990 et 2000, ont également vu le Guatemala adopter des mesures de libéralisation promues de l'extérieur (malgré l'opposition à peine voilée, parfois, de certains éléments de l'élite économique qui y perdaient leurs privilèges monopolistiques) en même temps qu'elle devait rendre des comptes sur la situation des droits de la personne et l'application des Accords de paix. Selon certaines sources,

dans le contexte de la création de l'Alliance pour le développement durable au Sommet des Amériques à Miami en 1994, un accord de coopération bilatérale aurait été conclu entre le Canada et la Commission centroaméricaine pour l'environnement et le développement (CCAD) [...] Dans ce cadre, le Canada aurait financé un projet sur la coopération public/privé et le dialogue concernant la régulation environnementale. Certaines organisations indiquent que cette « coopération » concernait aussi une nouvelle législation minière au Guatemala [...] En 1996, le ministère de l'Énergie et des Mines a invité plusieurs compagnies transnationales à réaliser des activités d'exploration. En 1997, un nouveau code minier a été adopté [...] fixant les redevances à 1 % et réduisant la charge fiscale pour les compagnies⁷³.

Il n'en reste pas moins que les impératifs du processus de transition démocratique ont fait en sorte de consolider le rôle central joué par la société civile dans sa légitimation, même si elle s'opposait, dans certains contextes, aux réformes et aux intérêts économiques des pays qui l'accompagnait.

Il faut noter également que la communauté internationale éprouvait également le besoin de légitimer son intervention au Guatemala. En effet, de larges sommes avaient été mises en œuvre au nom d'un processus de paix qui, comme on l'a vu, s'était buté au manque de volonté politique du gouvernement local et à la résistance des élites. À la signature des Accords de paix en 1996, le calendrier de mise en œuvre prévu allait de 1997 à 2000⁷⁴. À mesure qu'étaient repoussés les changements structurels jugés nécessaires pour garantir la stabilité, il existait au sein de la communauté internationale de plus en plus d'inquiétude que le pays ne sombre à nouveau dans le chaos. Pour cette raison, le mandat de la mission de Nations Unies, MINUGUA, fut renouvelé à plusieurs reprises, avec de plus en plus de pressions de la part de ses bailleurs de fonds pour obtenir des résultats, jusqu'en 2004. À cette occasion, malgré une application pratiquement nulle des Accords de paix, MINUGUA fut célébrée par Kofi Annan comme « un bon exemple du succès qu'il serait utile d'imiter dans des missions similaires dans le monde⁷⁵ ».

⁷² Tel que mentionné en page 10 de ce texte.

⁷³ Sandra Cuffe, *op. cit.*

⁷⁴ Kofi Annan, *op. cit.* (A/59/746), p. 14.

⁷⁵ Eric Green, « ONU cita misión en Guatemala como buen ejemplo de éxito », *Servicio Noticioso desde Washington*, US State Department, 18 novembre 2004 [en ligne] :

Pour le Canada, la conjoncture des années 1980 l'ayant conduit à s'investir dans le processus de transition démocratique avait, à partir de la signature des Accords de paix en 1996, pratiquement disparue : l'attention du public avait considérablement diminué et l'intervention américaine ne fournissait plus de contrepoint pertinent.

Restait la détérioration manifeste de la situation des droits de la personne au Guatemala sous le gouvernement d'Alfonso Portillo et le risque réel du retour au pouvoir du général Efraín Ríos Montt en 2003, ce qui aurait signifié l'échec complet des Accords de paix dans l'opinion de tous les observateurs du processus. La majorité des guatémaltèques sondés dans les mois précédant les élections pensait qu'il y aurait fraude. Le 9 novembre 2003, le premier tour fut célébré sous haute surveillance nationale et internationale⁷⁶. Auparavant, la mission d'observation électorale de l'Organisation des États américains (OEA) avait déclaré que « le climat d'impunité [encourageait] la violence » et rappelait que vingt membres de différents partis avaient été assassinés depuis le mois de mars⁷⁷. Malgré des explosions de violence (bureaux de votation brûlés, attentat armé contre un candidat au Congrès) et plusieurs cas de fraude à l'échelle locale, lorsque la défaite de Ríos Montt fut confirmée, la journée fut qualifiée par la communauté internationale de « grande fête civique⁷⁸ ». Il serait enfin temps, selon l'expression de Kofi Annan, « que les Guatémaltèques se chargent de promouvoir la paix [...] Dorénavant, les protagonistes de cette histoire [seraient] les Guatémaltèques⁷⁹ ».

À partir de cette date, la relation entre le nouveau gouvernement d'Oscar Berger, un représentant de l'oligarchie⁸⁰, et la communauté internationale fut beaucoup moins antagonique. Les réunions du Groupe consultatif, mentionnées précédemment, qui servaient de rencontres annuelles entre les principaux bailleurs et le gouvernement pour faire le suivi des progrès dans l'application des Accords de paix, furent abandonnées.

L'aide au développement, quant à elle, fut restructurée. Entre 1996 et 2004, 1.3 milliards de dollars américains avaient été affectés à la coopération bilatérale avec le Guatemala, en grande partie destinés à « l'agenda de la paix ». Entre 2003 et 2004, le montant annuel de coopération bilatérale a chuté brutalement de 122 à 55 millions, son niveau le plus bas depuis 1996. Parallèlement, la coopération multilatérale, canalisée par la Banque interaméricaine de développement (BID), la Banque mondiale (BM) et la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) augmentait sensiblement. Le BID à lui seul a vu son apport passer de 53 à

<http://usinfo.state.gov/xarchives/display.html?p=washfile-spanish&y=2004&m=November&x=20041118170519AEnnerG0.6779138> (page consultée le 23 avril 2008).

⁷⁶ 5000 observateurs nationaux, sous l'aile du Procureur des droits de la personne (PDH) et quelques 200 observateurs étrangers, membres principalement d'équipes d'observation de l'OEA et de l'Union européenne, furent déployés dans différentes zones du pays.

⁷⁷ « Oscuro Panorama a 40 Días de Elecciones », *Prensa Libre*, 30 septembre 2003.

⁷⁸ « MINUGUA complacida » *Prensa Libre*, 10 novembre 2003. Cette expression (« una gran fiesta cívica ») fut répétée à plusieurs reprises par des représentants du corps diplomatique à la radio le soir des élections.

⁷⁹ Eric Green, *op. cit.*

⁸⁰ Oscar Berger a défini son gouvernement comme « un gouvernement d'entrepreneurs » et est marié à Wendy de Berger Wydman, dont la famille est l'une des principales exportatrices de sucre du pays. Son père, Walter Widman, serait l'auteur intellectuel de l'assassinat de prêtres belges au Guatemala durant la guerre civile.

105 millions entre 2003 et 2004. De nombreux observateurs ont jugé à ce moment que « les Accords de paix [cessaient] d'être au coeur de la coopération avec le Guatemala⁸¹ ».

En même temps, la société civile a vu des espaces politiques chèrement gagnés se refermer, notamment lorsqu'ils s'opposaient à des projets soutenus par des membres de la communauté internationale. En mars 2005, par exemple, l'armée fit plusieurs victimes, dont au moins deux morts, en réprimant une manifestation d'opposition à la ratification du Traité de libre échange entre les États-Unis, l'Amérique centrale et la République Dominicaine (CAFTA-DR). Le 3 mai 2005, Carlos Gutiérrez, secrétaire américain au Commerce, affirmait devant le Conseil des Amériques que « ceux qui s'opposent au CAFTA-DR en Amérique centrale [étaient] les mêmes qui s'opposaient à la démocratie et à la liberté il y a 25 ans, exactement les mêmes qui auraient voulu avoir une révolution communiste en Amérique centrale⁸² ». George Bush renchérit en s'inquiétant, au cours d'une réunion avec ses homologues d'Amérique centrale, de la prolifération de groupes de pression, « surtout alignés à gauche, qui menacent la stabilité de la démocratie et la mise en vigueur du CAFTA-DR⁸³ ». Le 11 mai 2005, après une réunion avec le secrétaire américain à la Défense Donald Rumsfeld, Oscar Berger a affirmé qu'« il [était] clair que le CAFTA-DR [était] un thème de sécurité nationale aux États-Unis »⁸⁴. Neuf organisations membres et sympathisants du Mouvement autochtone, paysan, syndical et populaire (MICSP), qui regroupait les organisations opposées au CAFTA-DR, ont subi à leur tour cambriolages, menaces de mort et tentatives d'enlèvement durant le mois de mai. En août 2005, le Congrès américain a levé l'embargo sur l'entraînement conjoint de troupes guatémaltèques et américaines, qui était interdit depuis quinze ans.

L'évolution des positions adoptées par le Canada dans le cadre de la promotion des activités de compagnies minières peut être examinée avec ce contexte en tête. En 2003, par exemple, l'ambassade du Canada avait évoqué en termes clairs « l'intolérable climat d'insécurité et d'ingouvernabilité » au Guatemala et s'était dite déçue « de la détérioration claire de la situation des droits de la personne [...] et [du] manque de progrès dans l'élimination de la corruption et de l'impunité », ajoutant que ces éléments « [concouraient] à diminuer l'efficacité et l'impact de tous les programmes de développement⁸⁵ ». Ce genre de déclaration allait se faire rare dans les années suivantes.

En 2004, plusieurs concessions minières octroyées par le gouvernement du FRG commencèrent à être exercées par les compagnies (principalement canadiennes) qui les détenaient, provoquant des protestations dans les communautés affectées. James Lambert, ambassadeur du Canada, participa

⁸¹ Milagros Romero, « Guatemala: Dramática Caída de Aportes de Cooperación Bilateral », *Inforpress Centroamericana*, édition 1606, 6 mai 2005. En participant d'une technocratisation de l'aide au développement au Guatemala, il y a lieu de se demander si ce déplacement vers la coopération multilatérale implique également une perte d'espace politique pour les organisations du Nord qui voudraient influencer la politique de leurs pays en Amérique centrale.

⁸² « Para EEUU son comunistas opositores a TLC C.America-R.Dominicana », Agence EFE, 3 mai 2005, [en ligne] http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=1815 (consulté le 24 octobre 2007). Notre traduction.

⁸³ « Grupos de presión preocupan a George W. Bush », *Prensa Libre*, 13 mai 2005. Notre traduction.

⁸⁴ « EEUU: terrorismo y crimen amenazan a Centroamérica », *Prensa Libre*, 12 mai 2005.

⁸⁵ *Intervención de Canadá ante la Reunión del Grupo Consultivo*, site Internet de l'ambassade du Canada au Guatemala, 14 mai 2003, [en ligne] : <http://geo.international.gc.ca/latin-america/guatemala/news/2003/03-007-es.asp> (page consultés le 24 octobre 2007). Notre traduction.

au débat en publiant un article d'opinion et en donnant une entrevue dans des journaux nationaux⁸⁶. Dans *El Periódico*, il qualifiait les opposants aux projets miniers de « mal informés ». En substance, Lambert prétendait qu'au Canada, l'activité minière était propre et constituait un moteur essentiel de l'économie, et qu'il n'existait pas de raison qu'il en aille autrement au Guatemala. Au mois de décembre 2004, l'ambassade du Canada, en collaboration avec le ministère guatémaltèque de l'Énergie et des Mines (MEM) et la BM, organisa le Forum national de l'exploitation minière. Pour parler du thème de « l'exploitation minière et [du] développement communautaire », l'ambassade avait invité Phillip Jerry Asp, un dirigeant controversé de la nation Tahltan. Les organisations autochtones guatémaltèques ne tardèrent pas à questionner sa crédibilité⁸⁷.

En janvier 2005, le sujet de l'exploitation minière canadienne au Guatemala a fait les premières pages quand des équipements lourds de l'entreprise *Glamis Gold* furent bloqués par des manifestants opposés à son projet *Marlín*. Comme mentionné en introduction de ce texte, l'armée fit un mort en délogeant les manifestants. Faisant écho aux paroles du président Berger, lors d'une entrevue diffusée sur les ondes de Radio Canada le 13 février 2005 au sujet des agissements de *Glamis Gold* au Guatemala, du manque de consultation auprès des communautés autochtones et du rôle de l'ambassade canadienne dans une telle situation, la première secrétaire de l'ambassade du Canada affirmait :

Ce n'est pas seulement l'entreprise canadienne qu'on est en train de défendre [...] on ne parle pas seulement d'une compagnie canadienne, on parle de milliers de Canadiens qui ont investi à la Bourse de Toronto [ce] qui a donné [...] le capital avec lequel peut opérer [...] *Glamis Gold* ici au Guatemala. On a un devoir aussi de voir [à ce] qu'ils ne perdent pas leurs investissements⁸⁸.

Répondant aux nombreuses lettres de protestation reçues suite aux événements, James Lambert, pour sa part, a répondu :

Dans le cas de la machinerie retenue à Los Encuentros, ma compréhension est qu'il y a eu des essais répétés d'expliquer aux individus concernés son usage et le fait qu'elle [était] destinée à un territoire où les permis d'exploitation ont été accordés en conformité avec la réglementation nationale et internationale. Ceci étant dit, nous continuerons de fournir de l'information et de promouvoir le dialogue pour aider les Guatémaltèques à prendre des décisions informées sur leur options de développement⁸⁹.

À partir de cette date, l'activité minière s'est convertie en l'une des principales sources de conflits entre le gouvernement, les communautés autochtones et la société civile. Entre 2005 et 2007, approximativement 200 000 personnes ont participé à des référendums sur des activités minières affectant leurs communautés et plus de 90% y ont exprimé leur rejet de toute activité minière. Ces référendums, ou « Consultations populaires » ont eu lieu dans les municipalités suivantes : Comitancillo, Sipacapa et Concepción Tutuapa, dans le département de San Marcos; Colotenango, Concepción Huista, San Juan Atitán, Santiago Chimaltenango, Todos Santos

⁸⁶ James Lambert, « Explotación Minera en Canadá », *Prensa Libre*, 4 novembre 2004; Amafredo Castellanos, « Entrevista : Operaciones mineras », *El Periódico*, 28 novembre 2004.

⁸⁷ Karen Hamilton, « Entrevue avec Vinicio López : une critique virulente à l'égard de l'industrie minière canadienne au Guatemala », *Revue de l'actualité*, Projet Accompagnement Québec-Guatemala, janvier-février 2005, [en ligne] : http://www.pagg.org/article.php3?id_article=126&sq=revue (page consultée le 23 avril 2008).

⁸⁸ Société Radio Canada, émission *Dimanche Magazine*, « Une mine d'or canadienne contestée au Guatemala », un reportage d'Hugo Lavoie diffusé le 13 février 2005. Cité dans Marc Drouin et al., *op. cit.*, p. 2.

⁸⁹ James Lambert, courriel envoyé le 12 janvier 2005, cité dans Sandra Cuffe, *op. cit.* Notre traduction.

Cuchumatán, Santa Eulalia, San Pedro Necta et Santa Cruz Barillas, dans le département de Huehuetenango; Ixcán, département du Quiché; et Río Hondo, département de Zacapa⁹⁰.

Ces consultations populaires, normalement organisées par le gouvernement municipal et basées sur le code municipal, la loi de décentralisation (souvent citée comme l'une des seules instances d'application des Accords de paix) et la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail (OIT), ont donné lieu à des controverses juridiques. La Consultation populaire de Sipacapa, la première à avoir eu lieu au Guatemala, a fait l'objet d'un recours de la part d'une consultante travaillant pour la compagnie *Montana Exploradora*, filiale de la compagnie *Gold Corp*, qui a entretemps racheté *Glamis Gold*. Le 6 mai 2007, la Cour Constitutionnelle a déclaré légale la tenue de ces référendums, mais leurs résultats non contraignants⁹¹. Cependant, la promotion de l'exploitation minière reste une priorité du gouvernement.

Selon un dirigeant populaire guatémaltèque,

les consultations communautaires sont l'usage de la parole, de la raison, et elles sont une manifestation directe de la population du rejet du pillage du territoire. Quand l'État ne reconnaît pas leur caractère contraignant, le seul chemin qu'il laisse à la population est la désobéissance, et cela présage d'autres types de luttes, de soulèvements, qui ne seront pas pacifiques⁹².

Malgré l'évidente exacerbation du conflit, l'ambassade canadienne n'a pas révisé son appui à l'activité minière. Au début de l'année 2007, en outre, le nouvel ambassadeur canadien, Kenneth Cook, a mis en doute la crédibilité de journalistes canadiens ayant documenté les évictions violentes réalisées au profit de la compagnie canadienne *Skye Ressources* sur les terrains de l'ancienne mine EXMIBAL, rebaptisée *Proyecto Fénix*.

Les 7 et 9 janvier 2007, d'importants contingents de police, de militaires et d'employés de la compagnie ont délogé et incendié, sans les mandats judiciaires nécessaires, plusieurs communautés occupant (certaines depuis plusieurs générations) des terrains octroyés en concessions à *Skye Ressources*. Durant l'une des évictions, le représentant du Ministère public, Andrade Escobar, aurait rejeté la responsabilité de la destruction des demeures des paysans sur les employés de *Skye Ressources* présents sur les lieux. « J'ai délégué mon autorité sur cette section à un avocat de *Skye Ressources*, donc ce sont les employés de la compagnie qui sont responsables, pas le Ministère public⁹³ ».

⁹⁰ Andrés Cabanas, « Elecciones 2007 4ª Parte: de Espaldas a las Comunidades », in *Memorial de Guatemala*, no. 86, 6 août 2007. Il existe actuellement trois projets de loi au Congrès pour la régulation des Consultations populaires. Cependant, antérieurement, des projets miniers ont été déclarés « d'urgence nationale » par le Congrès, ce qui fait douter plusieurs observateurs de l'impact réel d'une éventuelle loi (Joana Wetherborn, « Ley de Consultas: ¿Será éste el año de su aprobación? », *Inforpress Centroamericana*, édition 1737, 25 janvier 2008).

⁹¹ Le jugement de la Cour Constitutionnelle peut être consulté [en ligne] aux adresses suivantes: <http://www.cc.gob.gt/pdfs/1179-2005/1179-2005%20p1.pdf> ; <http://www.cc.gob.gt/pdfs/1179-2005/1179-2005%20p2.pdf> ; <http://www.cc.gob.gt/pdfs/1179-2005/1179-2005%20p5.pdf> ; <http://www.cc.gob.gt/pdfs/1179-2005/1179-2005%20p6.pdf> et <http://www.cc.gob.gt/pdfs/1179-2005/1179-2005%20p7.pdf> (pages consultée le 23 avril 2008).

⁹² Daniel Pascual, cité dans Jaime Rodríguez, *op. cit.* Notre traduction.

⁹³ Cité dans Dawn Paley, « This is What Development Looks Like. Part II: Canadian mining firm burns homes », *The Dominion*, 11 janvier 2007, [en ligne] : <http://www.dominionpaper.ca/articles/900> (page consultée le 19 avril 2008).

Des images vidéo tournées sur les lieux par le journaliste canadien Steven Schnoor firent rapidement le tour du monde⁹⁴. Kathryn Anderson, représentante de l'organisation canadienne Breaking the Silence, active au Guatemala depuis 1988, affirme que l'ambassadeur Cook lui a dit que ces images étaient fausses, datant du conflit armé et mettant en scène une actrice rémunérée⁹⁵. Pourtant, le 12 juin 2007, dans un reportage à la télévision de Radio-Canada, le vice-président de *Skye Ressources* confirmait lui-même l'authenticité des images⁹⁶. Selon Steven Schnoor, l'ambassade accuse régulièrement, *off the record*, les organisations environnementales guatémaltèques qui s'opposent à l'activité minière de mentir et de manipuler la population⁹⁷.

Parallèlement, entre 2004 et 2007, l'espace politique de la société civile guatémaltèque a continué de se réduire. Le nombre d'attaques répertorié contre des défenseurs des droits de la personne est passé de 127 en 2004 à près de 300 en 2007⁹⁸. Plusieurs de ces attaques ont eu lieu contre des opposants aux projets miniers, comme le chimiste Flaviano Bianchini, qui a élaboré une étude documentant une concentration anormalement élevée de certains métaux en aval de la mine *Marlín*, et qui a dû abandonner le pays⁹⁹.

L'appui du gouvernement canadien aux activités de compagnies minières opérant au Guatemala reste en à en bonne partie ambigu¹⁰⁰. Une partie au moins de cet appui s'exprime de manière indirecte, notamment à travers des ONG canadiennes proches du gouvernement, et vise à promouvoir une vision plus harmonieuses des relations entre les compagnies et les communautés. En février 2007, la Fondation canadienne pour les Amériques (FOCAL) a organisé conjointement avec la Fondation pour le développement autochtone du Guatemala (FODIGUA), une institution de l'État, un atelier pour des représentants de groupes autochtones guatémaltèques, intitulé « Opportunités économiques et développement autochtone ». Les représentants de FOCAL ont informé les participants que l'objectif de l'atelier était de connaître les propositions des

⁹⁴ Les images en question peuvent être visionnées à l'adresse suivante: <http://www.youtube.com/watch?v=Q20YxkM-CGI> (consulté le 24 octobre 2007).

⁹⁵ Canadian Broadcast Corporation, émission *As it Happens*, diffusée le 15 mars 2007. Une transcription de l'émission est disponible [en ligne] est à l'adresse suivante: http://www.rightsaction.org/video/elestor/CBC_AIH_transcript_March1507.pdf. Page consultée le 23 avril 2008.

⁹⁶ Société Radio Canada, émission *Le Point*, 12 juin 2007, [en ligne] <http://www.radio-canada.ca/actualite/v2/tj22h/#/> (page consultée le 11 août 2007).

⁹⁷ Canadian Broadcast Corporation, *op. cit.*

⁹⁸ Unidad de Protección a Defensores de Derechos Humanos (UP-MNDH), *Ataques a defensores de derechos humanos enero junio 2007*, [en ligne]: http://www.paqg.org/IMG/pdf/Udefegua_informe_enero_-_junio_2007.pdf. Page consultée le 24 avril 2008.

⁹⁹ Selon Amnesty internationale, Flaviano Bianchini, membre du groupe écologiste guatémaltèque *Madre Selva*, a reçu dans les premiers mois de l'année 2007 une série d'appels téléphoniques intimidateurs et a été victime de surveillance suite à la présentation, le 5 janvier 2007, d'un rapport sur la pollution de la rivière Tzalá, dans le municipio de Sipakapa, causée par l'exploitation du projet *Marlín*. Les autorités guatémaltèques n'ont adopté aucune mesure de protection à faveur de *Madre Selva* et de Flaviano Bianchini. Voir Amnesty International, *Persecución y Resistencia: La Experiencia de defensores y defensoras de derechos humanos en Guatemala y Honduras*, AMR 02/001/2007, Londres, [en ligne], 2007 http://www.amnesty.ca/resource_centre/reports/AMR0200107esp.pdf (consulté le 29 septembre 2007).

¹⁰⁰ À la question « comment le gouvernement appuie-t-il les opérations de ses compagnies minières au Guatemala », posée lors d'un événement public tenu en 2007 à Montréal, une représentante du ministère de Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) a répondu: « Le sujet des mines est très sensible... Nous promovons auprès des entreprises canadiennes des pratiques responsables ». Communication directe avec l'auteur.

participants et de générer un dialogue entre le gouvernement, des compagnies minières et les communautés autochtones; le développement serait abordé depuis la perspective de l'exploitation minière¹⁰¹.

Beaucoup de travail reste donc à faire pour connaître et comprendre la nature et la signification de l'appui de l'État canadien aux entreprises minières qui opèrent au Guatemala. Il est inquiétant, cependant, de constater le relâchement du Canada dans son suivi de la situation des droits de la personne dans ce pays, au moment où l'État de droit s'enfonce de nouveau dans une grave crise de légitimité.

Conclusion

L'exploitation minière n'a pas été la seule controverse ayant marqué le mandat du président Óscar Berger. La situation agraire, l'une des plus graves en Amérique latine, a aussi donné lieu à de nombreuses violations aux droits de la personne¹⁰². Le 21 janvier 2004, des paysans engagés dans un conflit de travail furent expulsés brutalement des *fincas*¹⁰³ *María Lourdes* et *La Merced*, propriétés de la famille Widmann dont est issue l'épouse du président. Durant les années suivantes, des centaines d'autres expulsions violentes sont réalisées, souvent sans s'embarrasser du processus judiciaire requis. Une de ces évictions, à la *finca Nueva Linda*, fera 12 morts et 45 blessés¹⁰⁴.

Le nombre d'homicides est passé de 4500 en 2004¹⁰⁵ à plus de 6000 en 2007. Le taux d'impunité pour ces crimes est de près de 97 %¹⁰⁶. Phillip Alston, Rapporteur des Nations Unies sur les exécutions extrajudiciaires, déclarait lors d'une visite en 2006 que le Guatemala était « un excellent endroit pour commettre un meurtre¹⁰⁷ ».

La population survit dans des conditions de pauvreté (37.4 %) et d'extrême pauvreté (16 %). Selon le PNUD, le Guatemala est l'un des quatre pays les plus inégaux du monde¹⁰⁸. Comme il a été mentionné ci haut, s'opposer à cette inégalité implique des risques importants. En février 2008, Hina Jilani, la Rapporteuse spéciale pour les défenseurs des droits de l'homme, constatait :

¹⁰¹ Communiqué de presse émis par des organisations et communautés de Alta Verapaz, Baja Verapaz, Guatemala, Huehuetenango, Izabal, Retaluleu et San Marcos le 11 février 2008. Ayant appris que l'atelier était financé par *Goldcorp*, *Skye Resources*, la *Mining Association of Canada* (MAC) et la *Prospectors and Developers' Association of Canada* (PDAC), plusieurs participants ont annulé leur participation et réitéré publiquement la position assumée par leurs communautés dans les consultations populaires.

¹⁰² Jean Ziegler, *El Derecho a la alimentación. Informe del Relator Especial sobre el Derecho a la Alimentación, Misión a Guatemala (Resumen)*, Organisation des Nations Unies, Conseil économique et social, Commission des droits de l'homme, E/CN.4/2006/44/add.I, 18 janvier 2006.

¹⁰³ Finca est le terme employé pour désigner une extension de terre ou une exploitation agricole.

¹⁰⁴ Derechos en Acción, *Masacre en Nueva Linda, Caso Abierto*, Guatemala, 2005; Procurador de los Derechos Humanos, *Informe Preliminar: Desalojo finca Nueva Linda*, Guatemala, 2 septembre 2004.

¹⁰⁵ *Número de Víctimas y Tasas de Homicidios Dolosos en Guatemala (1999–2006)*, Observatorio Centroamericano sobre Violencia, [en ligne] : http://www.ocavi.com/docs_files/file_385.pdf.

¹⁰⁶ Philip Alston, *Mission to Guatemala, Addendum to the Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions to the General Assembly*, New York, 2007

¹⁰⁷ Expression reprise dans son rapport : *ibid.* p. 17.

¹⁰⁸ Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo, *Informe de Desarrollo Humano 2005*, PNUD, Guatemala, 2006.

Durant les 5 dernières années, le nombre et l'intensité des attaques a pratiquement doublé, atteignant une moyenne d'une agression tous les deux jours. Entre juillet 2002 et décembre 2007, 50 défenseurs ont été assassinés et 23 sont morts durant les deux dernières années. Devant un taux d'impunité de 98 % pour ces attaques, la justice au Guatemala se convertit en une parole creuse¹⁰⁹.

En février 2007, l'existence d'escadrons de la mort opérant au sein des structures de l'État a été mise au grand jour lorsque trois députés salvadoriens au Parlement de l'Amérique centrale (PARLACEN) furent assassinés par des membres de la police guatémaltèque. Les députés, avant d'être brûlés dans leur véhicule, avaient été menés dans une maison de torture clandestine de la police située sur le terrain d'un militaire à la retraite¹¹⁰.

Dans un tel contexte, il n'est pas déraisonnable de prétendre qu'un investissement dans le domaine extractif implique des risques en termes de droits de la personne. En avril 2008, *Goldcorp*, sous la pression de certains actionnaires canadiens et suédois, a d'ailleurs annoncé qu'elle conduirait une étude sur les impacts de ses activités sur les droits de la personne et l'environnement au Guatemala¹¹¹. Même si l'indépendance, la légitimité et la portée réelle de cette étude ont été mise en doute par différents secteurs (y compris des représentants des communautés concernées)¹¹², il est préoccupant de constater que le gouvernement canadien ne considère pas lui-même ces risques, malgré le rôle apparemment substantiel qu'il a joué dans la promotion de l'activité minière au Guatemala. Mieux comprendre et faire connaître ce rôle est sans doute essentiel pour que se dégagent les responsabilités correspondantes et s'assurer que les politiques de l'État canadien soient transparentes et conformes à ses obligations internationales.

¹⁰⁹ Hina Jilani, *Comunicado de prensa de la Representante Especial del Secretario General de Naciones Unidas sobre la situación de los defensores de los derechos humanos*, Oficina del Alto Comisionado de Derechos Humanos, Guatemala, 20 février 2008. Notre traduction.

¹¹⁰ Carmen Reina, « Crimen Contra Diputados Arroja Serias Consecuencias Políticas », *Inforpress Centroamericana*, édition 1694, Guatemala, 2 mars 2007. Une hypothèse plausible liait le crime à une transaction de drogue qui aurait mal tourné, impliquant aussi un député guatémaltèque; cependant, l'enquête a été compromise lorsque les auteurs matériels, rapidement arrêtés et emprisonnés, furent assassinés et décapités dans leur cellule par un commando ayant profité d'un libre accès au pénitencier de haute sécurité, une affaire qui a entraîné la démission du ministre de l'Intérieur, Carlos Vielman, et du directeur de la police, Erwin Sperissen, des hommes forts du gouvernement de Berger. Carlos Vielman, en particulier, était issu d'un des secteurs les plus puissants de l'oligarchie, qui s'est opposée publiquement à son renvoi (« Acciones Encubiertas de PNC con Beneplácito Empresarial », *Inforpress Centroamericana*, édition 1693, 16 mars 2007). Un agent américain du Bureau fédéral d'enquête (FBI), appelé à la rescousse, aurait déclaré en juillet 2007 au *Los Angeles Times* que les autorités guatémaltèques « [avaient] tout fait pour entraver l'enquête » (Cité dans « FBI Señala Anomalías », *Prensa Libre*, 10 juillet 2007. Notre traduction. L'ambassadeur américain a ensuite nié cette affirmation).

¹¹¹ PSAC, Ethical Funds, Share, GES Investment Services et Ethical Council, « Investors spur Goldcorp to address human rights in Guatemala », *Communiqué de presse*, Vancouver, Toronto, Stockholm, 24 avril 2008.

¹¹² ADISMI, Parroquia de San Miguel Ixtahuacán, Alcaldía del Pueblo y las Comunidades Maya Mam en Resistencia (Ágel, San José Ixcániche, Salitre), *Respuesta comunitaria con relación al documento llamado "Evaluación del impacto sobre los derechos" cometidos por la transnacional Goldcorp por medio de su proyecto Marlín en San Miguel Ixtahuacán, San Marcos, San Miguel Ixtahuacán*, 4 septembre 2008. L'Alliance de la fonction publique du Canada, un des partenaires impliqués dans l'étude d'impact, s'en est retiré en mars 2009, à cause de « [concerns] about the lack of free and informed prior consent of the communities in regards to the HRIA, and that the interests of Goldcorp are being put before the interests of the local people » (PSAC, *Statement from the Public Service Alliance of Canada on the Human Rights Impact Assessment with Goldcorp*, communiqué, 18 mars 2009).

ADISMI, Parroquia de San Miguel Ixtahuacán, Alcaldía del Pueblo y las Comunidades Maya Mam en Resistencia (Ágel, San José Ixcaniche, Salitre), *Respuesta comunitaria con relación al documento llamado "Evaluación del impacto sobre los derechos" cometidos por la transnacional Goldcorp por medio de su proyecto Marlín en San Miguel Ixtahuacán, San Marcos, San Miguel Ixtahuacán*, 4 septembre 2008.

Advisory group of the National Roundtables on Corporate Social Responsibility (CSR) and the Canadian Extractive Industry in Developing Countries, *Advisory group report*, 29 mars 2007.

Agence canadienne de développement international, « CIDA's Food Aid Program in Peru », Site Internet de l'ACDI, 2006, [en ligne]: <http://www.acdi-cida.gc.ca/CIDAWEB/acdicida.nsf/En/REN-218132633-PNA> (page consultée le 19 avril 2008).

Amnistía Internacional, *Persecución y Resistencia : La Experiencia de defensores y defensoras de derechos humanos en Guatemala y Honduras*, AMR 02/001/2007, Londres, 2007, 22 p. [En ligne]: http://www.amnesty.ca/resource_centre/reports/AMR0200107esp.pdf (page consultée le 29 septembre 2007).

Alston, Philip, *Mission to Guatemala, Adendum to the Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions to the General Assembly*, New York, 2007

Annan, Kofi, *Octavo Informe del Secretario General de las Naciones Unidas sobre la Verificación de los Acuerdos de Paz de Guatemala*, A/58/267, New York, 10 novembre 2003.

Annan, Kofi, *The situation in Central America: progress in fashioning a region of peace, freedom, democracy and development : United Nations Verification Mission in Guatemala, Report of the Secretary-General*, A/59/307, Nations Unies, New York, 30 août 2004.

Annan, Kofi, *The situation in Central America: progress in fashioning a region of peace, freedom, democracy and development : United Nations Verification Mission in Guatemala, Report of the Secretary-General*, A/59/746, Nations Unies, New York, 18 mars 2005.

Arévalo de León, Bernardo, *Sobre Arenas Movedizas, Sociedad, Estado y Ejército en Guatemala*, 1997, FLACSO, 1998, 168 p.

Arsenault, Chris, « Digging Up Canadian Dirt in Colombia », *The Dominion*, 27 novembre 2006, disponible [en ligne]: http://www.dominionpaper.ca/accounts/2006/11/27/digging_up.html (page consultée le 19 avril 2008).

Cabanas, Andrés, « Elecciones 2007 4ª Parte: de Espaldas a las Comunidades », in *Memorial de Guatemala*, no. 86, 6 août 2007.

- Canadian Broadcast Corporation**, émission *As it Happens*, diffusée le 15 mars 2007. Transcription disponible [en ligne]: http://www.rightsaction.org/video/elestor/CBC_AIH_transcript_March1507.pdf (page consultée le 23 avril 2008).
- Castellanos, Amafredo**, « Entrevista : Operaciones mineras », *El Periódico*, 28 novembre 2004.
- Comisión para el Esclarecimiento Histórico (CEH)**, *Memoria del Silencio*, [document sur CD-ROM]. United Nations Operations Systems (UNOPS), Guatemala, 1999, 12 tomes.
- Creelman, Matthew**, « Obstáculos a les reformas socioeconómicas: los rasgos de una crisis funcional », *Inforpress Centroamericana*, édition 1614, 1er juillet 2005.
- Boulanger, Suzie**, *Les responsabilités du gouvernement du Canada dans la gouvernance des ressources minières*, Groupe de recherche sur les activités minières en Afrique (GRAMA), Montréal, novembre 2006, 12 p., [en ligne]: http://www.er.uqam.ca/nobel/ieim/IMG/pdf/CSR_Montreal_Submission_GRAMA.pdf (page consultée le 20 avril 2008).
- Brett, Roddy**, *Movimiento social, etnicidad y movimiento social en Guatemala, 1985 - 1996*, F&G Editores, 2006, 297 p.
- Casaús Arzú, Marta Elena**, *Guatemala, Linaje y Racismo*, F&G Editores, Costa Rica, 2007, 342 p.
- Centro de Estudios de Guatemala**, *La Democracia de las Armas*, Centro de Estudios de Guatemala, Guatemala, 1994, 257 p.
- Coordinación del Acompañamiento Internacional en Guatemala (CAIG)**, *Acompañamiento a Defensoras y Defensores de Derechos Humanos que Luchan contra la Impunidad en Guatemala*, CAIG, Guatemala, mai 2006, 12 p., [en ligne]: http://www.paqg.org/IMG/pdf/Informe_CAIG1.pdf (consulté le 20 avril 2008).
- Cuffe, Sandra**, "A Backwards, Upside-Down Kind of Development", *Global Actors, Mining and Community-Based Resistance in Honduras and Guatemala*, Rights Action, février 2005, [en ligne]: <http://www.rightsaction.org/Reports/Cuffe%20mining%20report%202005-03.htm> (page consultée le 19 avril 2008).
- Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international (FAAE)**, *Quatorzième rapport : L'exploitation minière dans les pays en développement et la responsabilité sociale des entreprises*, Ottawa, Chambre des communes, 38^e législature 1^{re} session, juin 2005, [en ligne]: <http://cmte.parl.gc.ca/cmte/Committee/Publication.aspx?SourceId=178650>, (page consultée le 20 avril 2008).
- Department of State**, « U.S. Department of State Daily Press Briefing: Presidential Electoral Process », 27 mai 2003, [en ligne]: <http://guatemala.usembassy.gov/ambspe20030724a.html> (consulté le 24 octobre 2007).

- Derechos en Acción**, *Masacre en Nueva Linda, Caso Abierto*, Guatemala, 2005 [en ligne]: <http://www.paqg.org/IMG/pdf/InformeNuevaLinda-DerechosenAccion.pdf> (page consultée le 24 avril 2008).
- Drouin, Marc**, *To the last Seed: Atrocity Crimes and the Genocidal Continuum in Guatemala, 1978-1984*, Mémoire de maîtrise, Université Concordia, Montréal, 2006, 312 p.
- Drouin, Marc et al.**, *Panzós, 30 ans plus tard; l'histoire d'un village guatémaltèque et d'une entreprise minière canadienne*, Projet Accompagnement Québec-Guatemala, Montréal, 2005, 20 p.
- EFE**, « Para EEUU son comunistas opositores a TLC C.America-R.Dominicana », EFE, 3 mai 2005, [en ligne] : http://www.bilaterals.org/article.php3?id_article=1815 (page consultée le 24 octobre 2007).
- Girón, Crosby**, « Oficializan política minera y energética », *Inforpress Centroamericana*, édition 1727, Guatemala, 26 octobre 2007.
- Gouvernement du Canada**, *Building the Canadian Advantage: A Corporate Social Responsibility Strategy for the Canadian International Extractive Sector*, mars 2009.
- Grandin, Greg**, *The Empire's Workshop, Latin America, the United States and the Rise of New Imperialism*, Owl Books, New York, 2007, 293 p.
- Green, Eric**, « ONU cita misión en Guatemala como buen ejemplo de éxito », *Servicio Noticioso desde Washington*, US State department, 18 novembre 2004 [en ligne] : <http://usinfo.state.gov/xarchives/display.html?p=washfile-spanish&y=2004&m=November&x=20041118170519AEnerG0.6779138> (page consultée le 23 avril 2008).
- Hamilton, Karen**, « Entrevue avec Vinicio López : une critique virulente à l'égard de l'industrie minière canadienne au Guatemala », *Revue de l'actualité*, Projet Accompagnement Québec-Guatemala, janvier-février 2005, [en ligne]: http://www.paqg.org/article.php3?id_article=126&sq=revue (page consultée le 23 avril 2008).
- Jilani, Hina**, *Promoción y Protección de los Derechos Humanos, Defensores de los Derechos Humanos, Informe presentado por la Sra. Hina Jilani, Representante Especial del Secretario General sobre la situación de los defensores de los derechos humanos, en virtud de la resolución 2000/61 de la Comisión de Derechos Humanos, Adición: Misión a Guatemala*, E/CN.4/2003/104/Add.2, Genève, 6 décembre 2002.
- Jilani, Hina**, *Comunicado de prensa de la Representante Especial del Secretario General de Naciones Unidas sobre la situación de los defensores de los derechos humanos*, Oficina del Alto Comisionado de Derechos Humanos, Guatemala, 20 février 2008.

- Keenan, Karyn**, *Export Credit Agencies and the International Law of Human Rights*, Halifax Initiative Coalition, janvier 2008, 18 p., [en ligne]: http://www.halifaxinitiative.org/updir/ECAs_and_HR_law.pdf (page consultée le 19 avril 2008).
- Lambert, James**, « Explotación Minera en Canadá », *Prensa Libre*, 4 novembre 2004.
- Lemco, Jonathan**, *Canada and the Crisis in Central America*, Praeger / Greenwood, New York, 1991, 208 p.
- McCleary, Rachel**, *Imponiendo la democracia: las elites guatemaltecas y el fin del conflicto armado*, Artemis Edinter, Guatemala, 2003 (1ère édition 1999), 380 p.
- McFarlane, Peter**, *Northern shadows: Canadians and Central America*, Between the Lines, Toronto, 1989, 245 p.
- Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, Gouvernement du Canada**, *L'exploitation minière dans les pays en développement et la responsabilité sociale des entreprises - Réponse du gouvernement au Quatorzième rapport du comité permanent des Affaires étrangères et du Commerce international*, Ottawa, Gouvernement du Canada, octobre 2005 [en ligne], <http://www.parl.gc.ca/committee/CommitteePublication.aspx?COM=8979&Lang=2&SourceID=131219> (page consultée le 20 avril 2008).
- NGO Working Group on the Export Development Corporation of the Halifax Initiative Coalition**, *Reckless Lending vol. I & II: How Canada's Export Development Corporation Puts People and the Environment at Risk*, Halifax Initiative, 2000, 22 p., [en ligne]: http://www.halifaxinitiative.org/updir/Reckless_Lending_I.pdf et http://www.halifaxinitiative.org/updir/ECAs_and_HR_law.pdf (pages consultées le 19 avril 2008).
- North, Liisa et CAPA (dir.)**, *Between war and peace in Central America: choices for Canada*, Between the Lines, Toronto, 1990, 287 p.
- Observatorio Centroamericano sobre Violencia**, *Número de Víctimas y Tasas de Homicidios Dolosos en Guatemala (1999–2006)*, Observatorio Centroamericano sobre Violencia, [en ligne]: http://www.ocavi.com/docs_files/file_385.pdf (page consultée le 24 avril 2008).
- Paley, Dawn**, « Minerals, Gas and Spin-offs CIDA's resource regulation projects in Bolivia », *The Dominion*, 24 octobre 2006, [en ligne]: http://www.dominionpaper.ca/foreign_policy/2006/10/24/minerals_g.html (page consultée le 19 avril 2008).
- Paley, Dawn**, « This is What Development Looks Like. Part II: Canadian mining firm burns homes », *The Dominion*, 11 janvier 2007, [en ligne]: <http://www.dominionpaper.ca/articles/900> (page consultée le 19 avril 2008).
- Peacock, Susan C. et Adriana Beltrán**, *Hidden powers in post-conflict Guatemala*, Washington Office on Latin America, Washington 2003, 97 p.

- Procurador de los Derechos Humanos**, *Informe Preliminar: Desalojo finca Nueva Linda*, Guatemala, 2 septembre 2004, 48 p.
- Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo**, *Informe de Desarrollo Humano 2005*, PNUD, Guatemala, 2006.
- PSAC, Ethical Funds, Share, GES Investment Services et Ethical Council**, « Investors spur Goldcorp to address human rights in Guatemala », *Communiqué de presse*, Vancouver, Toronto, Stockholm, 24 avril 2008.
- PSAC**, « Statement from the Public Service Alliance of Canada on the Human Rights Impact Assessment with Goldcorp », *Communiqué de presse*, 18 mars 2009.
- Reina, Carmen**, « Crimen Contra Diputados Arroja Serias Consecuencias Políticas », *Inforpress Centroamericana*, édition 1694, Guatemala, 2 mars 2007.
- Reynolds, Louisa**, « Acciones Encubiertas de PNC con Beneplácito Empresarial », *Inforpress Centroamericana*, édition 1693, 16 mars 2007.
- Reynolds, Louisa**, « Caso Gerardi: autores intelectuales en la mira », *Inforpress Centroamericana*, édition 1701, 27 avril 2007.
- Rodríguez, Jaime**, « Gran Marcha Campesina: 30 años del CUC », Guatemala, 21 avril 2008 [en ligne]: <http://mimundo-jamesrodriguez-esp.blogspot.com/search/label/Marcha%20Campesina> (page consultée le 22 avril 2008).
- Romero, Milagros**, « Guatemala: Dramática Caída de Aportes de Cooperación Bilateral », *Inforpress Centroamericana*, édition 1606, 6 mai 2005.
- S. a.**, Communiqué de presse émis par des organisations et communautés de Alta Verapaz, Baja Verapaz, Guatemala, Huehuetenango, Izabal, Retaluleu et San Marcos, Guatemala, 11 février 2008.
- S. a.**, *Conclusiones de la conferencia internacional : A diez años de los Acuerdos de Paz en Guatemala : Balance y perspectivas de la Cooperación Internacional*, Bruxelles, 2 et 3 mai 2007 [en ligne]: http://www.gruposur.eu.org/IMG/doc/Guatemala._doc-2.doc (page consultée le 22 avril 2008).
- S. a.**, « Corte de Constitucionalidad ordena inscripción de Ríos Montt », *Inforpress Centroamericana*, édition 1520, 18 juillet 2003.
- S. a.**, « EEUU: terrorismo y crimen amenazan a Centroamérica », *Prensa Libre*, 12 mai 2005.
- S. a.**, « Enfrentamiento en Sololá », in *El Periódico*, Guatemala, 10 janvier 2005.

- S. a.**, « FBI Señala Anomalías », *Prensa Libre*, 10 juillet 2007.
- S. a.**, « Grupos de presión preocupan a George W. Bush », *Prensa Libre*, 13 mai 2005.
- S. a.**, *Intervención de Canadá ante la Reunión del Grupo Consultivo*, site Internet de l'ambassade du Canada au Guatemala, 14 mai 2003, [en ligne] : <http://geo.international.gc.ca/latin-america/guatemala/news/2003/03-007-es.asp> (page consultés le 24 octobre 2007).
- S. a.**, « MINUGUA complacida » *Prensa Libre*, 10 novembre 2003.
- S. a.**, « Oscuro Panorama a 40 Días de Elecciones », *Prensa Libre*, 30 septembre 2003.
- Société Radio Canada**, émission Le Point, 12 juin 2007, [en ligne] <http://www.radio-canada.ca/actualite/v2/tj22h/#/> (page consultée le 11 août 2007).
- Schirmer, Jennifer**, *Intimidaciones del Proyecto Político de los Militares en Guatemala*, Facultad Latinoamericana de ciencias sociales (FLACSO), Guatemala, 2001 (1ere édition 1999), p. 481.
- Solano, Luis**, *Guatemala: petróleo y minería en las entrañas del poder*, Inforpress Centroamericana, Guatemala, 2005, 180 p.
- Unidad de Protección a Defensores de Derechos Humanos (UP-MNDH)**, *Ataques a defensores de derechos humanos enero - junio 2007*, [en ligne]: http://www.pagg.org/IMG/pdf/Udefegua_informe_enero_-_junio_2007.pdf (page consultée le 24 avril 2008).
- Wetherborn, Joana**, « Ley de Consultas: ¿Será éste el año de su aprobación? », *Inforpress Centroamericana*, édition 1737, 25 janvier 2008.
- Ziegler, Jean**, *El Derecho a la alimentación. Informe del Relator Especial sobre el Derecho a la Alimentación, Misión a Guatemala (Resumen)*, Organisation des Nations Unies, Conseil économique et social, Commission des droits de l'homme, E/CN.4/2006/44/add.I, 18 janvier 2006.